

**Art. 7.** De Minister tot wiens bevoegdheid de statuten van de personeelsleden van het onderwijs van de Franse Gemeenschap behoren, wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 15 oktober 2003.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Cultuur, Ambtenarenzaken, Jeugdzaken en Sport,  
C. DUPONT

De Minister van Kinderwelzijn,  
belast met het Basisonderwijs, de Opvang en de Opdrachten toegewezen aan de « O.N.E. »,  
J.-M. NOLLET

De Minister van Secundair onderwijs en Buitengewoon onderwijs,  
P. HAZETTE

De Minister van Hoger onderwijs, Onderwijs voor Sociale promotie en Wetenschappelijk onderzoek,  
Mevr. F. DUPUIS

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

### MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2003 — 4903

[C — 2003/27785]

#### 4 DECEMBRE 2003. — Décret relatif à la création de l'Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique (1)

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

##### CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Définitions

**Article 1<sup>er</sup>.** Dans le présent décret, on entend par :

- 1° Conseil : le Conseil wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique visé à l'article 2;
- 2° Institut : l'Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique (IWEPS) visé à l'article 8;
- 3° comité : le comité de pilotage de l'Institut visé à l'article 15;
- 4° observatoires : les observatoires sectoriels visés à l'article 5;
- 5° Ministre : le Ministre-Président du Gouvernement wallon;
- 6° Gouvernement : le Gouvernement wallon;
- 7° Parlement : le Conseil régional wallon.

##### CHAPITRE II. — Du Conseil wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique

###### Section 1<sup>re</sup>. — Généralités

**Art. 2.** Il est créé un Conseil wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique, composé :

- 1° des recteurs des universités francophones;
- 2° de quatre membres désignés par le Gouvernement sur proposition du Conseil économique et social de la Région wallonne et d'un membre désigné par le Gouvernement sur proposition du Conseil wallon de l'environnement pour le développement durable;
- 3° de cinq membres au maximum désignés par le Gouvernement parmi les corps scientifique, académique ou assimilé des institutions d'enseignement universitaire ou supérieur.

Deux membres au moins du Conseil disposent d'une compétence particulière en matière de statistiques. Il est également tenu compte, dans la composition du Conseil, de la nécessité d'assurer une compétence pluridisciplinaire.

Des experts peuvent être invités au Conseil en fonction de l'objet.

Les membres sont désignés par le Gouvernement. Leur mandat non révocable est de cinq ans, renouvelable. Le secrétariat du Conseil est assuré par l'Institut.

L'administrateur général de l'Institut est membre de droit du Conseil, à titre consultatif.

**Art. 3.** Le Conseil élabore son règlement d'ordre intérieur et le soumet pour approbation au Gouvernement. Le règlement fixe un quorum de présence des membres lors des votes.

Le Conseil se réunit au moins trois fois par an.

Le Conseil élit, en son sein, un président et un vice-président.

Le Gouvernement détermine les indemnités que l'Institut accorde aux membres, au président et au vice-président.

###### Section 2. — Les missions du Conseil

**Art. 4.** Le Conseil rend au Gouvernement un avis sur le programme pluriannuel des travaux de l'Institut et sur le rapport annuel d'activités de celui-ci.

Le Conseil fait au Gouvernement, d'initiative ou sur demande, toute recommandation en matière de statistique, d'évaluation, de conseil stratégique ou de prospective.

Le Conseil assure un rôle d'avis et d'assistance scientifique vis-à-vis de l'Institut.

*Section 3. — Les observatoires*

**Art. 5.** Le Conseil est assisté dans sa tâche par différents observatoires dont la liste est arrêtée par le Gouvernement.

Un observatoire est un conseil scientifique sectoriel chargé d'éclairer le Ministre compétent et le Gouvernement dans un domaine d'activité spécifique.

Le Conseil peut solliciter des contributions de la part des observatoires.

**Art. 6.** Sans préjudice des missions qui leur sont confiées par arrêté, les missions des observatoires visés à l'article 5, alinéa 1<sup>er</sup>, consistent dans le cadre du présent décret à :

1° établir et tenir à jour un ensemble d'indicateurs statistiques relatifs à leur domaine d'activité, de manière à permettre une analyse prévisionnelle de l'évolution de celui-ci;

2° assurer une diffusion permanente de l'information traitée;

3° réaliser ou faire réaliser différentes évaluations dans leur domaine d'activité;

4° émettre des avis sur les questions à caractère scientifique à l'attention du Gouvernement comme du Conseil.

**Art. 7.** Chaque observatoire est assisté par une cellule sectorielle spécialisée à l'intérieur de l'Institut, chargée de réaliser les études sectorielles définies dans leur programme d'activités ainsi que d'assurer le secrétariat de l'observatoire.

*CHAPITRE III. — De l'Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique**Section 1<sup>re</sup>. — Création*

**Art. 8.** Il est créé, sous la dénomination « Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique », un organisme d'intérêt public, doté de la personnalité juridique. L'Institut a son siège à Namur.

Sous réserve des dispositions du présent décret et des arrêtés pris en exécution de celui-ci, l'Institut est soumis à l'ensemble des dispositions de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public et de ses arrêtés d'exécution qui sont applicables aux organismes de la catégorie A.

*Section 2. — Objet et missions*

**Art. 9.** L'Institut a une mission générale d'aide à la décision, qu'il exerce à la fois par une mission scientifique transversale et par une mission de conseil stratégique.

L'Institut assure le secrétariat des observatoires visés à l'article 5, en ce compris l'échange d'informations entre ceux-ci.

**Art. 10.** La mission scientifique transversale consiste dans la centralisation, la publication et le traitement des statistiques régionales, l'élaboration de plans pluriannuels de développement des statistiques régionales et la formulation de propositions en la matière, ainsi que dans la réalisation de recherches fondamentales et appliquées, principalement dans les champs couverts par les sciences économiques, sociales, politiques et de l'environnement.

L'Institut est chargé de la collecte, du stockage et de l'exploitation des données indispensables à la conduite de la politique régionale. Le Gouvernement établit les règles de coordination entre l'Institut et les autres services administratifs chargés de la récolte des données et du traitement de celles-ci. Ces règles de coordination peuvent être concrétisées par des conventions et doivent prévoir l'accès de l'Institut aux données validées de l'ensemble des services administratifs de la Région et aux études scientifiques commandées par ces services.

L'Institut constitue l'interlocuteur régional unique des instances statistiques fédérales et européennes.

La mission de conseil stratégique consiste à réaliser des exercices d'évaluation, confiés par le Gouvernement dans les matières qui relèvent de sa compétence. Elle comprend également la réalisation d'études prospectives.

**Art. 11.** Dans la réalisation de son objet, l'Institut peut sous-traiter ou s'associer à des universités et centres de recherche nationaux ou étrangers.

**Art. 12.** L'Institut transmet au Gouvernement un programme pluriannuel de travaux ainsi qu'un rapport annuel d'activités.

Le Gouvernement approuve le programme pluriannuel de l'Institut. Le Gouvernement communique ce programme pluriannuel au Parlement.

Le Parlement peut faire au Gouvernement des recommandations quant au programme pluriannuel.

Le Gouvernement communique le rapport annuel d'activités au Parlement au plus tard le 15 juin de l'année qui suit.

Le Gouvernement met à la disposition de l'Institut les études qu'il réalise ou fait réaliser pour son compte.

Le Gouvernement et les O.I.P. transmettent à l'Institut leurs projets d'étude dans le but d'informer l'Institut de l'objet et de la méthode desdits projets.

*Section 3. — Gestion de l'Institut*

**Art. 13.** L'Institut est soumis à l'autorité du Ministre.

**Art. 14.** § 1<sup>er</sup>. L'Institut est dirigé par un administrateur général, nommé pour un mandat dont la durée est de cinq ans, selon les dispositions arrêtées par le Gouvernement.

§ 2. L'administrateur général assure la direction scientifique et pose les actes de gestion et d'administration de l'Institut.

§ 3. Le Gouvernement arrête les délégations de pouvoir qui sont accordées à l'administrateur général de l'Institut et à son personnel, en matière de fonctionnement général, de marchés publics et de personnel.

§ 4. L'administrateur général représente l'Institut dans les actes de nature juridique et agit valablement en son nom.

**Art. 15.** Il est institué un comité de pilotage de l'Institut. Celui-ci est composé d'un représentant de chaque Ministre du Gouvernement.

Le comité émet un avis sur le programme pluriannuel des travaux de l'Institut et approuve le rapport annuel d'activités.

Le comité émet également un avis sur le projet de budget annuel de l'Institut et sur l'exécution annuelle du budget, au plus tard le 15 mai de l'année qui suit.

*Section 4. — Le personnel*

**Art. 16.** Le Gouvernement fixe le cadre du personnel de l'Institut.

*Section 5. — Les ressources*

**Art. 17.** Les missions de l'Institut sont couvertes par :

- 1° les recettes propres générées par l'activité de l'Institut;
- 2° une subvention annuelle en fonction des crédits inscrits au budget de la Région;
- 3° les subventions ou conventions en provenance d'autres programmes budgétaires régionaux pour l'exécution de recherches particulières;
- 4° les dons et legs ou autres libéralités, autorisés par le Ministre;
- 5° les études commandées par le Parlement.

L'Institut ne peut recourir à l'emprunt.

*Section 6. — Dispositions finales*

**Art. 18.** L'article 1<sup>er</sup> du décret du 22 janvier 1998 relatif au statut du personnel de certains organismes d'intérêt public relevant de la Région wallonne est complété comme suit :

« 16° Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique. »

**Art. 19.** Le décret du 28 février 1991 portant création d'un Service des études et de la statistique est abrogé.

**Art. 20.** Sont transférés à l'Institut :

- 1° les membres du personnel du Service des études et de la statistique du Ministère de la Région wallonne;
- 2° les membres du personnel affectés ou mis à la disposition des observatoires visés à l'article 5.

Les membres du personnel conservent leur qualité et leur grade.

**Art. 21.** Le Gouvernement établit la liste des biens, des droits et des créances cédés par la Région à l'Institut.

**Art. 22.** Le présent décret entre en vigueur à la date fixée par le Gouvernement.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 4 décembre 2003.

Le Ministre-Président,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E, de la Recherche et des Technologies nouvelles,  
S. KUBLA

Le Ministre des Transports, de la Mobilité et de l'Energie,  
J. DARAS

Le Ministre du Budget, du Logement, de l'Équipement et des Travaux publics,  
M. DAERDEN

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,  
M. FORET

Le Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité,  
J. HAPPART

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,  
Ch. MICHEL

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,  
Th. DETIENNE

Le Ministre de l'Emploi et de la Formation,  
Ph. COURARD

—  
Note

(1) *Session 2002-2003.*

*Documents du Conseil 538 (2002-2003), n<sup>os</sup> 1 à 14.*

*Compte rendu intégral.* — Séance publique du 3 décembre 2003. Discussion. Vote.

## ÜBERSETZUNG

## MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2003 — 4903

[C — 2003/27785]

**4. DEZEMBER 2003 — Dekret zur Einrichtung des "Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique" (Wallonisches Institut für die Bewertung, Zukunftsforschung und Statistik) (1)**

Der Wallonische Regionalrat hat Folgendes angenommen und Wir, Regierung, sanktionieren es:

KAPITEL I. — *Definitionen*

**Artikel 1** - Im Sinne des vorliegenden Dekrets gelten folgende Definitionen:

- 1° Rat: der in Artikel 2 erwähnte "Conseil wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique" (Wallonische Rat für die Bewertung, Zukunftsforschung und Statistik);
- 2° Institut: das in Artikel 8 erwähnte "Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique" (IWEPS);
- 3° Ausschuss: der in Artikel 15 erwähnte Lenkungsausschuss;
- 4° Beobachtungsstellen: die in Artikel 5 erwähnten sektorbezogenen Beobachtungsstellen;
- 5° Minister: der Minister-Präsident der Wallonischen Regierung;
- 6° Regierung: die Wallonische Regierung;
- 7° Parlament: der Wallonische Regionalrat.

KAPITEL II. — *"Conseil wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique"**Erster Abschnitt. — Allgemeines*

**Art. 2** - Es wird ein "Conseil wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique" eingerichtet, der aus den folgenden Personen besteht:

- 1° die Rektoren der französischsprachigen Universitäten;
- 2° vier Mitglieder, die durch die Regierung auf Vorschlag des "Conseil économique et social de la Région wallonne" (Wirtschafts- und Sozialrat der Wallonischen Region) bezeichnet werden und ein Mitglied, das durch die Regierung auf Vorschlag des "Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable" (Wallonischer Umweltrat für eine nachhaltige Entwicklung) bezeichnet wird;
- 3° höchstens fünf Mitglieder, die durch die Regierung innerhalb der wissenschaftlichen, akademischen oder gleichgestellten Gremien der universitären oder Hochschulunterrichtsinstitute bezeichnet werden.

Mindestens zwei Mitglieder des Rates verfügen über besondere Fachkenntnisse im Bereich der Statistik. Bei der Zusammensetzung des Rates wird ebenfalls die Notwendigkeit einer fachübergreifenden Kompetenz berücksichtigt.

Sachverständige können je nach dem Gegenstand von dem Rat eingeladen werden.

Die Mitglieder werden durch die Regierung bezeichnet. Ihr unwiderrufliches Mandat hat eine erneuerbare Dauer von fünf Jahren. Das Institut führt das Sekretariat des Rates.

Der Generalverwalter des Instituts ist von Rechts wegen Mitglied des Rates in beratender Eigenschaft.

**Art. 3** - Der Rat erarbeitet seine allgemeine Dienstordnung und legt diese der Regierung zur Genehmigung vor. In dieser Dienstordnung wird die erforderliche Mindestzahl der anwesenden Mitglieder bei den Abstimmungen festgelegt.

Der Rat versammelt sich mindestens dreimal im Jahre.

Der Rat wählt aus seiner Mitte einen Vorsitzenden und einen stellvertretenden Vorsitzenden.

Die Regierung bestimmt die Vergütungen, die das Institut den Mitgliedern, dem Vorsitzenden und dem stellvertretenden Vorsitzenden gewährt.

*Abschnitt 2. — Aufgaben des Rates*

**Art. 4** - Der Rat gibt der Regierung ein Gutachten über das mehrjährige Programm der Arbeiten des Instituts und über den jährlichen Tätigkeitsbericht des Letzteren ab.

Der Rat gibt der Regierung auf eigene Initiative oder auf Antrag hin jegliche Empfehlung in Sachen Statistik, Bewertung, strategische Beratung oder Zukunftsforschung.

Der Rat berät das Institut und gibt ihm die erforderliche wissenschaftliche Unterstützung.

*Abschnitt 3. — Beobachtungsstellen*

**Art. 5** - Der Rat wird in seiner Aufgabe durch verschiedene Beobachtungsstellen unterstützt, deren Liste durch die Regierung festgelegt wird.

Unter Beobachtungsstelle versteht man einen sektorenbezogenen wissenschaftlichen Rat, der damit beauftragt ist, den zuständigen Minister und die Regierung in einem spezifischen Tätigkeitsbereich zu unterrichten.

Der Rat kann von den Beobachtungsstellen Beiträge beantragen.

**Art. 6** - Die in Artikel 5, Absatz 1 erwähnten Aufgaben der Beobachtungsstellen, unbeschadet derjenigen, die ihnen durch Erlass anvertraut werden, bestehen im Rahmen des vorliegenden Dekrets aus dem Folgenden:

- 1° eine Reihe von statistischen Indikatoren über ihren Tätigkeitsbereich ausarbeiten und stets nach dem neuesten Stand führen, so dass eine vorausschauende Analyse der Entwicklung dieses Tätigkeitsbereichs unternommen werden kann;
- 2° für die ständige Verbreitung der behandelten Information sorgen;
- 3° verschiedene Bewertungen in ihrem Tätigkeitsbereich ausführen oder ausführen lassen;
- 4° der Regierung sowie dem Rat Gutachten über die Angelegenheiten mit wissenschaftlichen Charakter abgeben.

**Art. 7** - Jede Beobachtungsstelle wird von einer spezialisierten sektorbezogenen Zelle innerhalb des Instituts unterstützt, die damit beauftragt ist, die im ihrem Tätigkeitsprogramm bestimmten sektorbezogenen Studien vorzunehmen sowie das Sekretariat der Beobachtungsstelle zu führen.

KAPITEL III. — *“Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique”*

*Erster Abschnitt. — Einrichtung*

**Art. 8** - Es wird unter der Bezeichnung *“Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique”* eine mit der Rechtspersönlichkeit ausgestattete Einrichtung öffentlichen Interesses eingerichtet. Das Institut hat seinen Sitz in Namur.

Unbeschadet der Bestimmungen des vorliegenden Dekrets und der zu seiner Ausführung verabschiedeten Erlasse unterliegt das Institut den gesamten Bestimmungen des Gesetzes vom 16. März 1954 über die Kontrolle gewisser Einrichtungen öffentlichen Interesses und seiner Ausführungserlasse, die auf die Einrichtungen der Kategorie A anwendbar sind.

*Abschnitt 2. — Zweck und Aufgaben*

**Art. 9** - Das Institut hat eine allgemeine Aufgabe der Entscheidungshilfe, die sie sowohl durch eine ressortübergreifende wissenschaftliche Aufgabe als auch durch eine Aufgabe der strategischen Beratung wahrnimmt.

Das Institut führt das Sekretariat der in Artikel 5 erwähnten Beobachtungsstellen, einschließlich des Informationsaustauschs zwischen diesen Stellen.

**Art. 10** - Die ressortübergreifende wissenschaftliche Aufgabe besteht in der Zentralisierung, Veröffentlichung und Verarbeitung der regionalen Statistiken, der Erstellung von Mehrjahresplänen betreffend die Entwicklung der regionalen Statistiken und der Äußerung von Vorschlägen in diesem Bereich, sowie in der Ausführung von Grundlagen- und angewandten Forschungen hauptsächlich in den durch die Wirtschaftswissenschaft, Sozialwissenschaft, Politikwissenschaft und Ökologie gedeckten Bereichen.

Das Institut wird mit der Sammlung, der Speicherung und der Auswertung der für die Führung der regionalen Politik unerlässlichen Daten beauftragt. Die Regierung legt die Regeln der Koordinierung zwischen dem Institut und den sonstigen Verwaltungsdienststellen, die mit der Sammlung der Daten und der ihrer Bearbeitung beauftragt sind, fest. Diese Koordinierungsregeln können durch Vereinbarungen umgesetzt werden und müssen den Zugang des Instituts zu den für gültig erklärten Daten der gesamten Verwaltungsdienststellen der Region und zu den durch diese Dienststellen in Auftrag gegebenen wissenschaftlichen Studien vorsehen.

Das Institut ist der einzige regionale Ansprechpartner der auf dem Gebiet der Statistik tätigen föderalen und europäischen Instanzen.

Die Aufgabe der strategischen Beratung besteht in der Ausführung von Bewertungsübungen, die durch die Regierung in den Bereichen, die zu ihrem Zuständigkeitsbereich gehören, anvertraut werden. Sie umfasst ebenfalls die Ausführung von prospektiven Studien.

**Art. 11** - Bei der Erfüllung seines Zweckes ist das Institut berechtigt, Unterlieferanten einzuschalten oder sich mit Universitäten sowie mit nationalen oder ausländischen Forschungszentren zusammenzuschließen.

Die Regierung genehmigt das Mehrjahresprogramm des Instituts. Die Regierung übermittelt dieses Mehrjahresprogramm dem Parlament.

Der Parlament kann der Regierung Empfehlungen über das Mehrjahresprogramm abgeben.

Die Regierung übermittelt dem Parlament spätestens am 15. Juni des folgenden Jahres den jährlichen Tätigkeitsbericht.

Die Regierung stellt die Studien, die sie auf eigene Rechnung ausführt oder ausführen lässt, zur Verfügung des Instituts

Die Regierung und die Einrichtungen öffentlichen Interesses übermitteln dem Institut ihre Studienprojekte, um das Institut über den Zweck und die Methode der besagten Projekte zu informieren.

*Abschnitt 3. — Verwaltung des Instituts*

**Art. 12** - Das Institut untersteht der Aufsicht des Ministers.

**Art. 13** - § 1. Das Institut wird durch einen Generalverwalter geführt, der für ein Mandat, dessen Dauer fünf Jahre beträgt, nach den durch die Regierung festgelegten Modalitäten ernannt wird.

§ 2. Der Generalverwalter sorgt für die wissenschaftliche Direktion und führt die Führungs- und Verwaltungshandlungen des Instituts durch.

§ 3. Die Regierung beschließt, welche Vollmachten dem Generalverwalter des Instituts und seinem Personal in Sachen allgemeine Arbeitsweise, öffentliche Aufträge und Personal erteilt werden.

§ 4. Der Generalverwalter vertritt das Institut bei allen Rechtshandlungen und handelt gültig in seinem Namen.

**Art. 14** - Es wird ein Lenkungsausschuss des Instituts errichtet. Dieser besteht aus einem Vertreter jedes Ministers der Regierung.

Der Ausschuss gibt ein Gutachten über das Mehrjahresprogramm der Arbeiten des Instituts und genehmigt den jährlichen Tätigkeitsbericht.

Der Ausschuss gibt spätestens am 15. Mai des folgenden Jahres ebenfalls ein Gutachten über den jährlichen Haushaltsentwurf des Instituts und über die jährliche Vollstreckung des Haushalts.

*Abschnitt 4. — Personal*

**Art. 15** - Die Regierung legt den Stellenplan des Personals des Instituts fest.

*Abschnitt 5. — Einnahmen*

**Art. 16** - Die Aufgaben des Instituts werden durch folgende Einnahmen gedeckt:

- 1° die eigenen Einnahmen, die bei der Tätigkeit des Instituts entstehen;
- 2° ein jährlicher Zuschuss je nach den im Haushaltsplan der Region eingetragenen Mitteln;
- 3° die Zuschüsse oder Vereinbarungen, die aus anderen regionalen Haushaltsprogrammen für die Ausführung von besonderen Forschungen stammen;
- 4° die Spenden und Vermächtnisse oder sonstigen Schenkungen, die vom Minister genehmigt werden;
- 5° die vom Parlament bestellten Studien.

Das Institut darf keine Anleihen aufnehmen.

*Abschnitt 6. — Schlussbestimmungen*

**Art. 17** - Art. 1 des Dekrets vom 22. Januar 1998 über das Statut des Personals bestimmter Einrichtungen öffentlichen Interesses, die der Wallonischen Region unterliegen, wird wie folgt ergänzt:

«16° "Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique" (Wallonisches Institut für die Bewertung, Zukunftsforschung und Statistik)".»

**Art. 18** - Das Dekret vom 28. Februar 1991 zur Schaffung einer Dienststelle für Studien und Statistik wird außer Kraft gesetzt.

**Art. 19** - 1° Die Mitglieder der Dienststelle für Studien und Statistik des Ministeriums der Wallonischen Region, und

2° Die Personalmitglieder, die den Beobachtungsdienststellen im Sinne von Art. 5 zugewiesen oder zur Verfügung gestellt werden, werden dem Institut übertragen.

Diese Personalmitglieder behalten ihre Eigenschaft und Dienstgrad.

**Art. 20** - Die Regierung erstellt die Liste der Güter, Rechte und Forderungen, die die Region dem Institut überträgt.

**Art. 21** - Das vorliegende Dekret tritt am von der Regierung festgelegten Datum in Kraft.

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 4. Dezember 2003

Der Minister-Präsident,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Wirtschaft, der K.M.B., der Forschung und der neuen Technologien,  
S. KUBLA

Der Minister des Transportwesens, der Mobilität und der Energie,  
J. DARAS

Der Minister des Haushalts, des Wohnungswesens, der Ausrüstung und der öffentlichen Arbeiten,  
M. DAERDEN

Der Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,  
M. FORET

Der Minister der Landwirtschaft und der ländlichen Angelegenheiten,  
J. HAPPART

Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,  
Ch. MICHEL

Der Minister der sozialen Angelegenheiten und der Gesundheit,  
Th. DETIENNE

Der Minister der Beschäftigung und der Ausbildung,  
Ph. COURARD

—  
Note

(1) *Sitzung 2002-2003.*

*Dokumente des Rats 538 (2002-2003), Nr. 1bis - 14.*

*Ausführliches Sitzungsprotokoll. — öffentliche Sitzung vom 3. Dezember 2003. Diskussion. Abstimmung.*

## VERTALING

## MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2003 — 4903

[C — 2003/27785]

**4 DECEMBER 2003. — Decreet betreffende de oprichting van het « Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique » (Waals Instituut voor evaluatie, toekomstverwachting en statistiek) (1)**

De Waalse Gewestraad heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I.— *Definities*

**Artikel 1.** In dit decreet wordt verstaan onder :

- 1° Raad : de Waalse raad voor de evaluatie, de toekomstverwachting en de statistiek bedoeld in artikel 2;
- 2° Instituut : Waals Instituut voor evaluatie, toekomstverwachting en statistiek (IWEPS), bedoeld in artikel 8;
- 3° comité : het stuurcomité van het Instituut bedoeld in artikel 15;
- 4° waarnemingscentra : de sectorale waarnemingscentra bedoeld in artikel 5;
- 5° Minister : de Minister-President van de Waalse Regering;
- 6° Regering : de Waalse Regering;
- 7° Parlement : de Waalse Gewestraad.

HOOFDSTUK II. — *Waalse Raad voor de evaluatie, de toekomstverwachting en de statistiek**Afdeling 1. — Algemeen*

**Art. 2.** Er wordt een Waalse raad voor de evaluatie, de toekomstverwachting en de statistiek opgericht, bestaande uit :

- 1° de rectoren van de Franstalige universiteiten;
- 2° vier leden aangewezen door de Regering op de voordracht van de "Conseil économique et social de la Région wallonne" (Sociaal-Economische Raad van het Waalse Gewest) en één lid aangewezen door de Regering op de voordracht van de « Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable » (Waalse Raad voor het Leefmilieu voor Duurzame Ontwikkeling);
- 3° maximum vijf leden aangewezen door de Regering uit het wetenschappelijk, academisch of daarmee gelijkgesteld korps van de instellingen voor universitair of hoger onderwijs.

Minstens twee leden van de Raad beschikken over een bijzondere bevoegdheid inzake statistiek. Er wordt eveneens rekening gehouden in de samenstelling van de Raad met de noodzaak om in een pluridisciplinaire bevoegdheid te voorzien.

Er kunnen deskundigen op de Raad uitgenodigd worden naar gelang van de behandelde aangelegenheid.

De leden worden door de Regering aangewezen. Hun niet-herroepbaar mandaat bedraagt vijf jaar en is verlengbaar. Het secretariaat van de Raad wordt door het Instituut waargenomen.

De administrateur-generaal van het Instituut is van rechtswege lid van de Raad in adviesverlenende hoedanigheid.

**Art. 3.** De Raad werkt zijn reglement van orde uit en legt het ter goedkeuring voor aan de Regering. Het reglement stelt een aanwezigheidsquorum van de leden voor de stemming vast.

De Raad vergadert minstens drie keer per jaar.

De Raad kiest uit eigen kring een voorzitter en een ondervoorzitter.

De Regering bepaalt de vergoedingen die het Instituut aan de leden, de voorzitter en de ondervoorzitter verleent.

*Afdeling 2. — Opdrachten van de Raad*

**Art. 4.** De Raad dient de Regering van advies over het meerjarenprogramma van de werkzaamheden van het Instituut en over het jaarlijks activiteitenverslag ervan.

De Raad brengt de Regering op eigen initiatief of op verzoek elke aanbeveling over inzake statistiek, evaluatie, strategische adviesverlening of toekomstverwachtingen.

De Raad heeft een adviserende rol en een wetenschappelijke bijstandsrol ten opzichte van het Instituut.

*Afdeling 3. — Waarnemingscentra*

**Art. 5.** De Raad wordt in zijn taak bijgestaan door verschillende waarnemingscentra waarvan de lijst door de Regering wordt vastgesteld.

Een waarnemingscentrum is een sectorale wetenschappelijke raad die ermee belast wordt de bevoegde Minister en de Regering op een specifiek activiteitengebied voor te lichten.

De Raad kan de waarnemingscentra erom verzoeken bijdragen te leveren.

**Art. 6.** Onverminderd de opdrachten die per besluit aan de waarnemingscentra worden toevertrouwd, bestaan de opdrachten van de waarnemingscentra bedoeld in artikel 5, eerste lid, in het kader van dit decreet uit :

- 1° het vaststellen en bijhouden van een reeks statistische indicatoren met betrekking tot hun activiteitengebied, zodat een geanalyseerd kan worden welke vooruitzichten in dat gebied te verwachten zijn;
- 2° het voorzien in een permanente spreiding van de behandelde informatie;
- 3° het verwezenlijken of laten verwezenlijken van verschillende evaluaties in hun activiteitengebied;
- 4° het uitbrengen van adviezen over vraagstukken met een wetenschappelijk karakter ter attentie van Regering en Raad.

**Art. 7.** Elk waarnemingscentrum wordt bijgestaan door een sectorale cel die gespecialiseerd is binnen het Instituut en belast wordt met sectorale studies zoals omschreven in hun activiteitenprogramma en met de secretariaatswerkzaamheden van het waarnemingscentrum.

## HOOFDSTUK III. — « Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique »

## Afdeling 1. — Oprichting

**Art. 8.** Er wordt onder de benaming « Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique » een instelling van openbaar nut met rechtspersoonlijkheid opgericht. Het Instituut zetelt te Namen.

Behoudens de bepalingen van dit decreet en van de besluiten die ter uitvoering ervan worden getroffen, ressorteert het Instituut onder alle bepalingen van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut en diens uitvoeringsbesluiten geldend voor de instellingen van categorie A.

## Afdeling 2. — Voorwerp en opdrachten

**Art. 9.** Het Instituut heeft een algemene opdracht van hulpverlening in beslissingsprocessen, die het zowel via een gebiedsoverschrijdende wetenschappelijke opdracht als via een strategische raadgevingsopdracht uitoefent.

Het Instituut neemt het secretariaat van de waarnemingscentra bedoeld in artikel 5 waar, met inbegrip van de onderlinge informatieuitwisseling.

**Art. 10.** De gebiedsoverschrijdende wetenschappelijke opdracht bestaat uit het centraliseren, bekendmaken en verwerken van de gewestelijke statistieken, het uitwerken van meerjarenplannen voor de ontwikkeling van de gewestelijke statistieken en het formuleren van voorstellen ter zake, alsook uit het verwezenlijken van fundamenteel en toegepast onderzoek, hoofdzakelijk op de gebieden die vallen onder de economische, sociale, politieke en milieugerelateerde wetenschappen.

Het Instituut is belast met het verzamelen, het opslaan en het exploiteren van de gegevens die onontbeerlijk zijn voor het voeren van het gewestelijk beleid. De Regering stelt de regels vast voor de coördinatie tussen het Instituut en de andere bestuurlijke diensten die belast zijn met het verzamelen en het verwerking van gegevens. Die coördinatieregels kunnen geconcretiseerd worden door middel van overeenkomsten en dienen in de toegang van het Instituut tot de gevalideerde gegevens van alle bestuurlijke diensten van het Gewest en de door die diensten bestelde wetenschappelijke onderzoeken te voorzien.

Het Instituut is de enige gewestelijke gesprekspartner van de federale en Europese statistiekinstellingen.

De strategische adviesverleningsopdracht bestaat uit het doorvoeren van evaluatieoefeningen die door de Regering worden toevertrouwd in de aangelegenheden die onder zijn bevoegdheid vallen. In dat opdrachtenpakket is het doorvoeren van onderzoek naar toekomstverwachtingen inbegrepen.

**Art. 11.** In het verwezenlijken van zijn voorwerp kan het Instituut opdrachten uitbesteden en samenwerken met universiteiten en nationale dan wel buitenlandse onderzoekscentra.

**Art. 12.** Het Instituut maakt de Regering een meerjarenprogramma voor de werkzaamheden en een jaarlijks activiteitenverslag over.

De Regering keurt het meerjarenprogramma van het Instituut goed. De Regering deelt dat meerjarenprogramma aan het Parlement mee.

Het Parlement kan de Regering aanbevelingen doen wat betreft het meerjarenprogramma.

De Regering deelt het jaarlijks activiteitenverslag aan het Parlement mee uiterlijk op 15 juni van het daaropvolgende jaar.

De Regering stelt het Instituut de onderzoeken ter beschikking die hij in eigen opdracht doorvoert of laat doorvoeren.

De Regering en de instellingen van openbaar nut maken het Instituut hun onderzoeksontwerpen over met het doel het Instituut over het voorwerp en de methode van die ontwerpen in te lichten.

## Afdeling 3. — Beheer van het Instituut

**Art. 13.** Het Instituut staat onder het gezag van de Minister.

**Art. 14.** § 1. Het Instituut wordt geleid door een administrateur-generaal benoemd voor een mandaat waarvan de duur vijf jaar bedraagt volgens de bepalingen vastgesteld door de Regering.

§ 2. De administrateur-generaal neemt de wetenschappelijke leiding waar en treft alle daden van beheer van en bestuur over het Instituut.

§ 3. De Regering stelt de bevoegdheidsopdrachten vast die toegekend worden aan de administrateur-generaal van het Instituut en diens personeel inzake algemene werking, overheidsopdrachten en personeel.

§ 4. De administrateur-generaal vertegenwoordigt het Instituut in de daden van juridische aard en handelt op geldige wijze in diens naam.

**Art. 15.** Er wordt een stuurcomité van het Instituut opgericht. Dat comité bestaat uit één vertegenwoordiger van elke Minister van de Regering.

Het comité brengt advies uit over het meerjarenprogramma van de werkzaamheden van het Instituut en keurt het jaarlijks activiteitenverslag goed.

Het comité brengt eveneens advies uit over het jaarlijks begrotingsontwerp van het Instituut en over de jaarlijkse uitvoering van de begroting uiterlijk op 15 mei van het daaropvolgende jaar.

## Afdeling 4. — Personeel

**Art. 16.** De Regering stelt de personeelsformatie van het Instituut vast.

## Afdeling 5. — Bestaansmiddelen

**Art. 17.** De opdrachten van het Instituut worden gedekt door :

1° de eigen inkomsten uit de activiteit van het Instituut;

2° een jaarlijkse subsidie afhankelijk van de kredieten uitgetrokken op de gewestbegroting;

3° de subsidies of overeenkomsten uit andere begrotingsprogramma's van het Gewest voor de uitvoering van bijzonder onderzoek;

4° giften en legaten en andere vrijgevigheiden die de Minister toelaat;



5° de door het Parlement bestelde onderzoeken.

Het Instituut kan geen leningen aangaan.

*Afdeling 6. — Slotbepalingen*

**Art. 18.** Artikel 1 van het decreet van 22 januari 1998 betreffende het statuut van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut die onder het Waalse Gewest ressorteren wordt aangevuld als volgt :

« 16° « Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique » (Waals Instituut voor evaluatie, toekomstverwachting en statistiek). ».

**Art. 19.** Het decreet van 28 februari 1991 tot oprichting van een Dienst Studie en Statistiek wordt opgeheven.

**Art. 20.** Overgeplaatst naar het Instituut worden :

1° de personeelsleden van de Dienst Studie en Statistiek van het Ministerie van het Waalse Gewest;

2° de personeelsleden aangesteld bij of ter beschikking gesteld van de waarnemingscentra bedoeld in artikel 5.

De personeelsleden behouden hoedanigheid en graad.

**Art. 21.** De Regering stelt de lijst vast van de goeden, rechten en schuldvorderingen aan het Instituut afgeestaan door het Gewest.

**Art. 22.** Dit decreet treedt in werking op de datum vastgesteld door de Regering.

Kondigen dit decreet af en bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 4 december 2003.

De Minister-Président,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Onderzoek en Nieuwe Technologieën,

S. KUBLA

De Minister van Vervoer, Mobiliteit en Energie,

J. DARAS

De Minister van Begroting, Huisvesting, Uitrusting en Openbare Werken,

M. DAERDEN

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,

M. FORET

De Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden,

J. HAPPART

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,

Ch. MICHEL

De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,

Th. DETIENNE

De Minister van Tewerkstelling en Vorming,

Ph. COURARD

—  
Nota

(1) *Zitting 2002-2003.*

*Stukken van de Raad 538 (2002-2003)*, nrs. 1 tot en met 14.

*Volledig verslag.* — Openbare vergadering van 3 december 2003. Bespreking. Stemming.



**MINISTERE DE LA REGION WALLONNE**

F. 2003 — 4904

[C — 2003/27784]

**18 DECEMBRE 2003. — Arrêté du Gouvernement wallon fixant la date d'entrée en vigueur du décret du 4 décembre 2003 créant l'Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 4 décembre 2003 créant l'Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique, notamment l'article 22;

Sur la proposition du Ministre-Président,

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le décret du 4 décembre 2003 créant l'Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2004.

**Art. 2.** Le Ministre-Président est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur le 18 décembre 2003.

Le Ministre-Président,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE